



CONTEMPORANÉITÉ DES CONCEPTS DE *FATÉMA MERNISSI*

# LES AÏT DÉBROUILLE

*Zakaria Kadiri*

Sociologue, professeur à l'Université Hassan II Casablanca,  
membre de la Chaire Fatéma Mernissi

Juillet 2020



Fatéma MERNISSI

CONTEMPORANÉITÉ DES CONCEPTS DE *FATÉMA MERNISSI***LES AÏT DÉBROUILLE***Zakaria Kadiri*Sociologue, professeur à l'Université Hassan II Casablanca,  
membre de la Chaire Fatéma Mernissi

**P**lusieurs personnes parlent d'exode rural au Maroc et continuent de raisonner avec des modèles descriptifs passés, linéaires, de transfert du rural vers l'urbain, et ignorent que les mobilités des populations ont changé depuis longtemps déjà : aujourd'hui, et partout dans le monde, nous assistons à des circulations migratoires et non plus à des transferts seulement, car les gens pour vivre ont besoin de plusieurs lieux et font des va-et-vient incessants, individuellement ou par groupes. On les décrit souvent comme des communautés qui n'en peuvent plus de leur situation précaire, cherchent de meilleures opportunités de travail en ville, migrent et quittent les villages. Pourtant, toutes les régions rurales du Maroc ne connaissent pas ce phénomène de la même façon ni au même degré. Si les territoires de l'Anti-Atlas en sont fortement touchés, d'autres régions gardent une densité importante. N'en déplaise à nos analystes, le rural reste fortement peuplé et abrite environ 40% de la population marocaine. En ces temps de pandémie du Covid-19, on peut se poser plusieurs questions sur comment y vit-on les conditions du confinement ? A titre d'exemple, si les villes connaissent les grandes surfaces et supermarchés pour s'approvisionner, le rural connaît un souk hebdomadaire qui a été interdit par mesure sanitaire. On a interdit les souks, mais on a favorisé d'autres points de vente et de centralités fixes là où il y a des épiceries et où des locaux vides se sont remplis de marchandises ; l'État a donc modifié les lieux de recours et favorisé la fréquence quotidienne au lieu de l'hebdomadaire du souk ; et si les urbains connaissent le télétravail, les ruraux ne peuvent « télé-gérer » leurs champs ou « télé-alimenter » leurs troupeaux. Les ruraux « se débrouillent », écrivaient Fatéma Mernissi.

Mernissi analysait, dans les montagnes du Haut-Atlas à Taznakht et chez les Ghodjama, comment ces communautés se débrouillaient pour l'électrification rurale en s'organisant en associations de développement local. Ce phénomène documenté également dans d'autres régions depuis le début des années 1990 à nos jours, renseigne sur la capacité des populations rurales à se mobiliser autour d'actions collectives et de besoins spécifiques en termes d'adduction en eau potable, d'ouverture de pistes, de disposition d'ambulances, etc. La dynamique des ONG locales et des jeunes, au cœur des « Aït Débrouille » chez Mernissi, a été le fer de lance de ce qu'on peut appeler le développement local. Plusieurs observateurs, journalistes et scientifiques, y voient un prolongement des formes de solidarités existantes dans ces communautés. Ils citent des solidarités réelles et d'autres qui relèveraient du « fantasme », voire de l'orientalisme, comme si la solidarité était quelque chose de « naturelle » chez les villageois.

Mernissi et d'autres dépassaient cette manière d'analyser. Elle a dévoilé les pratiques et enjeux chez les Aït Débrouille en citant Mahjoub et Hamadi, deux jeunes diplômés, pour qui la mise en place d'une ONG d'électrification du village est une opportunité de se trouver une activité et de ne pas être au chômage. Aujourd'hui, l'électrification est assez généralisée dans les espaces ruraux, mais les ONG continuent d'être fortement actives. Les jeunes débrouillards se construisent une légitimité, voire un leadership local et permettent à leurs communautés de satisfaire quelques besoins. D'autant plus que malgré le fait que des avancées notables ont été enregistrées dans les espaces ruraux, les populations rurales sont encore fortement marquées par l'insuffisance des services et équipements de base.

Le confinement suite au Covid-19 permet de dévoiler les pratiques et les réseaux de solidarité, socialement ancrés et ceux portés par les ONG et les jeunes débrouillards. Dans « les Aït Débrouille », Mernissi avait souligné le lien très fort entre les personnes ayant quitté le village et leur milieu et communauté d'origine. On parle souvent des émigrés dont certains sont très attachés au village « lebled ». Ils participent dans le financement des projets et appuient les jeunes qui sont restés sur place pour mettre en place des projets collectifs de développement. Les « originaires » sont également des intellectuels et des personnes qui font la « fierté » de leurs communautés en ayant réussi des carrières scientifiques ou économiques. Ils sont souvent des fondateurs des ONG dans les douars d'origine ou des intermédiaires avec des bailleurs. En temps de confinement, ces pratiques sont d'autant plus visibles car, au final, « c'est dans la crise et la nécessité que la solidarité est visible ». Ici, il ne s'agit plus d'électrification ou d'aménagement des points d'eau par les Aït Débrouille, il s'agit d'amener la nourriture, fournir des denrées de survie aux familles les plus vulnérables qui sont les plus exposées aux mesures de confinement.

Dès le début du confinement, on a tant analysé les répercussions du confinement sur les relations familiales et les activités au sein des ménages, notamment dans l'urbain car on était « obligé » d'être confiné en famille. Dans le rural, les jeunes sont revenus chez eux. Perte de l'emploi urbain, incertitude sur la fin du confinement, peur de contamination, le retour

au bled est devenu une alternative sûre. L'image est marquante de deux jeunes qui ont pris leur mobylette depuis Casablanca pour se rendre à leur bled d'origine dans les environs de Zagora ; presque 600 km en passant notamment par les montagnes du Haut Atlas et le col de Tichka. Rien qu'en y pensant, cela relèverait de l'exploit, de la défiance de soi et de la route. A travers cet exemple, le confinement marque « une autre débrouille » : celle dévoilant comment plusieurs jeunes s'arrangent pour rejoindre leurs familles dans le bled. Ils répondent à l'incertitude autour de la pandémie en revenant « chez soi », pour « être en famille ». Il faut dire que les « originaires » ont toujours gardé le lien avec la famille et le bled. Au fond, il y a aussi matière à réfléchir sur le repli familial au moment de crise et d'incertitude ; tant pis l'individualisme, le Coronavirus stimule solidarité et débrouille collectives.

Mernissi titrait un de ses chapitres dans « les Aït Débrouille » en décrivant comment il était possible de « briser le stéréotype du rural inculte et dépourvu de civisme ». Sans être piégés par la dichotomie absurde opposant l'urbain au rural, on peut apprécier les dynamiques actuelles des villageois dont les réseaux dépassent les *houdoud*, qui vivent la pandémie, y font face en se débrouillant, comme ils doivent souvent le faire. Entre la mobylette pour passer le col de Tichka et la distribution des denrées pour les plus démunis, chaque village a désormais son histoire à raconter au temps du Covid-19.

## COMMENTAIRE

*Mohamed Mahdi*

**Sociologue, École Nationale d'Agriculture de Meknès**

Mes copains du quartier me narguaient en se racontant cette histoire : « Aux commencements des temps, on attribua à chaque peuple de la terre une langue. Arriva le tour des berbères, quand le stock en langues s'épuisa. On recommanda alors aux berbères d'aller baragouiner jusqu'à se constituer leur propre langue. Allez-y, débrouillez-vous votre langue ! »

Ainsi en a été, et en sera peut-être toujours, de ces populations de montagnards, constamment renvoyées à leur débrouillardise. Laissés pour compte du développement, ils se sont toujours débrouillés pour installer les services et équipements de base : l'électricité, l'eau potable, la piste. La débrouillardise est comme inscrite dans leur ADN.

En visite chez les Ghojdama, et impressionnée par une action collective pour installer un réseau d'électricité, F. Mernissi leur inventa un nouvel "Ethnonyme", les Aït Débrouille. C'est pour souligner cette qualité de toujours compter sur soi. Se débrouiller ou périr est la devise des montagnards. Aujourd'hui encore, les montagnards n'eurent pas d'autres comportements au temps du Covid-19.

## COMMENTAIRE

*Zakariaa Tijani*

Association Targa-Aide

En lisant votre article **Les Aït Débrouille**, deux constats ont attiré mon attention en se projetant sur le cas de l'Ouneine (Haut Atlas).

- Durant ce moment du Covid-19, les migrants ont pris deux positions selon leur posture dans la ville. La plupart de ceux qui travaillent dans des activités journalières ou liées aux commerces et qui ont été fermés lors du confinement, ont tous regagné « *Labled* ». Ils n'étaient pas préparés financièrement pour ce déplacement car la majorité économise de l'argent pour Aïd El Kabir. De ce fait, cela a constitué une charge supplémentaire sur leur foyer d'origine.

Pour l'autre catégorie des migrants ayant une situation relativement confortable dans la ville, ils se sont vite mobilisés autour des associations locales ou même des *Jmâa* du douar pour contribuer à faire atténuer la charge de ce moment de crise, soit en distribuant des paniers alimentaires « *quofa* » et/ou l'argent en liquide pour les foyers les plus vulnérables des douars.

- L'action des ONG était primordiale dans cette période de crise. D'une part, **elles constituent le maillon entre l'action de l'État et la population locale dans les douars**. En effet, à l'Ouneine l'ONG s'occupait de l'organisation de la distribution des subventions de l'État ; elle veillait à l'organisation des marchands ambulants *après la fermeture du souk*. *D'ailleurs, les soukiers se déplacent dans plusieurs points repères pour approvisionner la population rurale*.

Les ONG font également la sensibilisation des citoyens aux mesures sanitaires pour la prévention contre Covid-19. D'autre part, les ONG se sont mobilisées pour chercher des fonds auprès de plusieurs opérateurs et bienfaiteurs. Ces fonds ont été distribués aux populations des douars suivant des listes préétablies prenant en considération la situation des familles.

Certes le rôle de la société civile dans l'action de la commune est important. Mais avec cette crise, il s'est avéré que c'est primordial de veiller à donner plus de poids aux ONG dans les prérogatives des communes. Il ne suffit pas de les faire intégrer à titre consultatif dans l'instance d'équité et d'égalité des chances et de l'approche genre (IEECAG). Mais il faut aller plus loin en leur octroyant des prérogatives de développement local.

## COMMENTAIRE

*Mohamed Tamim*

**Géographe, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme**

Le terme précarité de la population rurale ne me semble pas adapté comme c'est le cas pour des catégories de population en ville ; il y a la pauvreté matérielle oui, mais ce qui importe, c'est comment ceux dont on parle se perçoivent : se sentent-ils des précaires ? Pour moi, aller chercher le numéraire en ville ou rester dans cette dernière par la force des choses est inéluctable vu la monétarisation de la société et le besoin d'argent.

Concernant la situation due aux mesures sanitaires, les ruraux ne sont pas confinés, ils travaillent pour nourrir les villes ; ils sont dans leurs champs car ils doivent donner à manger aussi à leurs animaux. C'est en tout cas ce qui se passe à Ouneine, à Taliouine, à Aoulouz, à OuledBerrehil et tous les endroits où j'ai demandé des nouvelles pendant le confinement. Ils ont des téléphones portables et suivent leurs familles en ville : l'information circule. Pendant la Covid, de nombreuses personnes sont retournées dans le douar car leur activité a arrêté en ville. De nombreuses y sont encore aujourd'hui. C'est une leçon à donner aux responsables politiques qui croient que le rural est fait pour se vider dans la ville, au lieu de consolider ce qui reste de ruralité dans le milieu rural marocain. C'est une force et non une faiblesse n'en déplaise à ceux qui voient comme arriérés les gens du bled. Il faut qu'ils regardent sérieusement leur assiette lorsqu'ils mangent. En ce sens, pour moi, la précarité n'est pas le terme adéquat, mais l'exploitation du travail d'autrui. C'est par la sous rémunération de ces gens ordinaires du rural que les gens et les chômeurs en ville arrivent à manger. On l'oublie.

La solidarité au niveau du rural est une nécessité. Elle est tout le temps négociée localement. Tant que les gens n'ont pas d'alternative pour s'y soustraire, ils sont obligés de se solidariser avec leurs voisins du douar. Mais pendant la Covid, beaucoup d'aide est partie des villes vers le douar, la solidarité permet de maintenir ces lieux dont chacun a besoin, qu'il soit ici en ville ou dans le douar : cette circulation nécessaire fait lien. D'ailleurs, ceux qui ont des enfants à scolariser dans le collège ou lycée les envoient dans certains cas chez leurs familles en ville ; ceux qui ont des membres de la famille en ville accueillent des parents pour l'hôpital etc. Quand le service manque, ceux qui peuvent vont le rejoindre là où il se trouve et où le permettent les liens familiaux. Ces recours ne sont pas mesurés par les statistiques du HCP. Elles demandent des observations spécifiques localisées pour les voir et comprendre.

La Covid a montré un phénomène important que les ruraux que j'ai interrogé souhaitent voir continuer : l'Etat a donné un peu d'argent à des chefs d'exploitation à Ouneine, l'équivalent de la dépense de deux souks par mois voire un peu plus, que ces derniers trouvent très importante pour sécuriser une partie de la consommation surtout lorsque l'année n'est pas pluvieuse. L'Etat doit penser donner une prime « de séjour » à des ruraux qui gardent le champ et l'animal pour contribuer à nourrir les villes ; du reste, la plupart de ceux qui n'ont pas de travail en ville ce ne sont pas des ruraux qui sont partis pour travailler...et qui trouvent du travail ! Selon mon expérience d'Ouneine notamment et d'autres zones rurales du Maroc. Car l'idée que chacun se fait du « travail » n'est pas la même chez chacun.



## COMMENTAIRE

*Hind Ftouhi*

**Agronome et doctorante en sociologie rurale, Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II**

Les solidarités dont il est question dans ce texte me font réfléchir à l'attitude des communautés villageoises face à l'adversité. Ces dernières ont toujours eu à gérer le manque d'infrastructures, des services de base et des moyens de distraction et de loisir. C'est ainsi que ces « Aït débrouille », en attente de solutions qui arrivent en retard ou qui n'arrivent jamais, prennent leur sort en main et décident d'affronter, seuls, leurs difficultés. J'ai eu l'occasion de part mon statut de chercheuse en herbe de parcourir quelques terrains ruraux marocains, ce qui m'a toujours impressionnée et suscité mon admiration, au-delà du caractère concret de ces solidarités, c'est la fascinante lucidité avec laquelle certains villageois prennent leur mal en patience et décrivent leur vécu dignement sans s'abaisser à se plaindre malgré la précarité de leur situation.

Par ailleurs, en comparant les déboires des « Aït débrouille » de Mernissi et ceux des communautés rurales à l'ère du Covid-19, on comprend bien que ces communautés ne sont pas à leur première crise. Elles en ont bien enduré au cours des années. Certes, les causes et les dégâts changent avec la nature de la crise : sécheresse, inondation, enclavement, pandémies. Mais une chose est sûre, ces communautés ont su, au fil des années, développer une résilience pour y faire face.

Le retour des jeunes, quant à lui, n'est pas un phénomène nouveau. Il a toujours attiré l'intention de tout chercheur s'intéressant au milieu rural ou du moins de ceux et celles qui décident d'approcher les territoires ruraux autrement qu'à travers la focale du chef d'exploitation. Avec le Covid-19, c'est encore un retour privilégié chez soi. Le « Bled » constitue le point d'attache de ses enfants prodiges une fois les choses vont mal ailleurs. Mais à l'ère du COVID, ce n'est pas l'avortement d'un rêve citoyen qui anime ce retour en catastrophe. Il s'agit plutôt du désir d'être auprès de ses proches, de la peur de manquer de moyens de subsistance... Toujours est-il que ces jeunes, de retour au village, ne restent pas les bras croisés. Entre ceux qui se reconvertissent en ouvriers agricoles et ceux qui s'impliquent dans des initiatives d'entraide locales, les possibilités sont multiples.

## COMMENTAIRE

*Hassan Er-Rayhany*

**Étudiant en sociologie à Casablanca et membre de l'association As-salam pour le développement humain et la préservation de l'environnement.**

Les mesures prises par l'État marocain dans le but de contenir la propagation de la pandémie Corona virus, étaient à la fois des décisions proactives, anticipées et surprenantes. La déclaration d'un état d'urgence sanitaire s'est accompagnée d'un retour massif de certains citoyens résidant dans les grandes villes à leurs villages d'origine, en se confinant en famille. Ce retour constaté comme massif est éventuellement une occasion pour eux de s'échapper aux contingences du confinement strictement imposées dans les villes. C'était également l'occasion pour certains d'entre eux de s'engager dans actions locales pour surmonter le vécu du confinement.

**Sur le plan économique**, les personnes qui travaillaient dans le secteur informel, se sont retrouvées devant une situation précaire qui les obligeait à chercher leur gain pain. De plus, la fermeture des marchés hebdomadaires a eu des répercussions désagréables contenues de la place importante qu'ils occupent dans l'économie rurale locale. Il s'en est suivi le déclenchement d'activités d'approvisionnement collectif en denrées alimentaires. Parfois, les autorités locales et associations y sont intervenues.

Aujourd'hui, certains ruraux font face à un nouveau débrouillement. Les transactions commerciales ont changé de forme. Ceci, se concrétise dans les opérations d'emprunt et d'approvisionnements entre vendeurs et auprès des consommateurs. Dans le contexte actuel, c'est le capital réel (le cash ou le chèque) qui s'impose dans les transactions financières au lieu du paiement différé, et les commerçants étaient obligés de trouver d'autres pistes de débrouillement afin d'assurer l'approvisionnement.

Nous constatons d'ailleurs, que les pratiques traditionnelles comme la « *Sokhra* » et « *Loussia* » sont devenues des pratiques courantes entre les individus, en raisons de l'absence de moyens de transport, ce qui poussent les individus et les commerçants en premier lieu à réactiver leurs réseaux de connaissance avec les gens qui ont la possibilité de se déplacer en dehors du douar afin d'assurer la réception de leurs marchandises et également de leur assigner quelques services/tâches qui peuvent être gratuites ou payantes.

**Sur le plan social**, les associations se sont retrouvées responsables vis-à-vis des circonstances de confinement. Les associations au sein du milieu rural tentent de surcroît de se débrouiller afin de trouver des ressources financières dans l'objectif d'aider les familles socialement précaires. A titre d'exemple, l'association As-salam pour le développement humain et la préservation de l'environnement à Dar Chaffaï, province de Settat, a programmé à son tour des réunions virtuelles avec ses membres. Elle avait établi un accord de partenariat avec la commune de Dar Chaffaï, visant la mise en place d'un projet relatif à l'approfondissement d'un puits et à la construction d'un château d'eau. Il a été convenu d'allouer une somme de 12 000,00 DH de ce projet pour couvrir les opérations visant à aider les populations impactées par la pandémie. C'est une façon pour l'association de contribuer pour surmonter et manager les contraintes dues à ces circonstances exceptionnelles.

## COMMENTAIRE

*Fatiha El Jazouli*

Étudiante en sociologie à Casablanca et membre de la coopérative Tougana au Haouz

Les jeunes qui sont revenus chez eux ont redécouvert l'importance du Bled et de l'Agriculture familiale ainsi que l'importance de la terre et les bienfaits de l'espace dégagé. D'ailleurs l'un d'eux disait : « *Alhamdolih*a que je suis confiné au bled, je peux sortir au jardin potager, aider ma mère qui était toute seule et en même temps jouir de la verdure des plantations, de l'espace, de la convivialité et des anciennes retrouvailles. C'est vrai que j'ai perdu provisoirement mon emploi dans un pressing à Marrakech, mais ce n'est pas la fin du monde. J'arrive à me débrouiller *Alhamdoulilah*, j'ai une voiture bonne occasion que j'utilise pour faire les courses à des prix modestes et coopérer avec *OuledLebled*. Un peu de patience et tout va bien se passer, l'essentiel c'est la santé et qu'on ne soit pas atteint par cette pandémie (*al wabaâ*) ». La solidarité entre les ruraux s'est manifestée dans l'achat des recharges d'internet pour quelques étudiants des douars défavorisés notamment ceux ayant des examens à passer (brevet, baccalauréat, université...) afin qu'ils puissent poursuivre leurs études à distance ou leur envoyer des liens utiles ou des capsules précises pour qu'ils ne perdent pas assez de temps à chercher sur internet. D'ailleurs, une femme originaire du bled, dans le Haouz, s'est portée volontaire pour la prise en charge totale d'une fille habitant le douar en l'amenant chez elle à Marrakech et en chargeant une autre fille de sa famille qui un niveau d'instruction plus élevé de lui apporter le soutien scolaire nécessaire pour passer l'examen du brevet.

Par ailleurs, la coopérative sise à Tougana au Haouz, pour les femmes rurales fabriquant le couscous, a été fortement influencé par les répercussions de la crise du Corona virus sur l'activité économique, notamment parce les hôtels, riads et restaurants, constituaient ses principaux clients. La coopérative a pu décrocher une commande d'un client du « marché solidaire » afin de sauver sa situation financière et cela malgré les problèmes rencontrés lors du transport de la marchandise du douar vers Casablanca. La gérante de la coopérative avait décidé de verser des indemnités aux femmes de la coopérative ainsi qu'aux petits producteurs et tous les fournisseurs locaux pour leur permettre de satisfaire quelques besoins pendant cette période de crise. En plus, et en guise de solidarité, elle avait distribué des paniers en faveurs des membres de la dite coopérative au début de la crise et pendant le mois sacré du Ramadan.

Le travail à la coopérative engendre chez ses membres un sentiment de dignité, d'estime et de reconnaissance de soi, de gratitude vis-à-vis de leur coopérative. Une femme y travaillant : « La coopérative nous a donné un statut honorable vis-à-vis de la population du douar. Nous avons un joli local ; nous travaillons en règle ; nous avons visité les villes que nous avons jamais rêvé de voir ; nous sommes honorés par les touristes étrangers qui viennent chez nous et qui valorisent notre savoir-faire en nous demandant de leur faire des démonstrations de production de couscous artisanal ou des ateliers de cuisine amazigh à bases des produits de la coopérative et de terroir... ».

Cependant, afin de combler le vide et faire face à cette précarité causée par l'avènement du COVID, et en termes de débrouille, les femmes adoptent une stratégie qui leur permet d'exercer des activités hand made ancestrales (Panier, Tbeug, Tapis...) et de stocker ces articles en espérant les vendre à la fin de la crise : « puisqu'il n'y a pas de travail à la coopérative en ce moment de Corona, j'ai fais des paniers manuels en doum, des « Tbegu », des poufs traditionnels et des tapis en espérant avoir un revenu de plus », précise l'une des femmes en riant.

## COMMENTAIRE

### *Said Aït Taarabt*

Étudiant en sociologie à Casablanca et membre de l'association Aït Maten (Al Haouz)

Plusieurs nouvelles pratiques ont fait suite à la fermeture des souks hebdomadaires, ces lieux vitaux d'approvisionnement en denrées alimentaires pour la population rurale. Au début du confinement dans le village de Touama dans la région du Haouz, il y a eu des initiatives de quelques commerçants, ramenant approvisionnant les habitants en camionnettes, notamment en légumes, quelques fruits et la farine blanche. Toutefois, malgré ces initiatives qui ont changé le concept des courses, certains se sont rendus aux centres villageois les plus proches afin de compléter leurs besoins en aliments.

Pour le travail, la présence d'un ou plusieurs enfants en ville est très souvent un gage de revenu financier de la famille paysanne restée sur place. Dans les circonstances du Corona virus, la plupart des ruraux actifs au sein des diverses villes sont revenus à leurs villages d'origine pour se confiner en familles ; pour certains, ils avaient perdu leurs emplois en ville, pour d'autres, il s'agit notamment de la peur de la contamination loin de la famille.

Les jeunes ruraux se sont retrouvés soudainement dans d'une situation précaire sans travail. Toutefois, Le retour des jeunes aux villages coïncidait également avec la période de pointe de la saison des moissons et un besoin important en main d'œuvre. Compte tenu du fait qu'il n'y pas de déplacements de la main d'œuvre en dehors du village, les moissons ont constitué Les moissons de cette année ont constitué une bonne débrouille pour satisfaire quelques besoins, notamment pour ceux qui ont des responsabilités familiales (les personnes mariées avec des enfants), voire pour se procurer des recharges téléphoniques.

Le confinement ne se vit pas dans le rural de la même façon que l'urbain car les villageois sont plus libres de sortir. L'activité agricole telle que les moissons et l'élevage rendent impossible de rester chez soi. Les mesures sanitaires étaient appliquées au début de confinement à cause du doute qui circulait dans la région, notamment parce qu'il y avait quelques cas de personnes affectées au niveau de notre commune Tamaghrt.

Par ailleurs, même si ces pratiques de débrouille par les ruraux sont visibles, les plus vulnérables d'entre eux étaient en attente d'une aide de l'État, notamment à travers *Tadamoun covid-19*. En tant que jeune rural, revenant à mon village d'origine, dès que je sors de mon foyer je rencontre des voisins qui me posent toujours la question \*est-ce que notre demande est acceptée ? est-ce il y a du nouveau par rapport à ma demande ? D'ailleurs, les acteurs politiques et associatifs ont également saisi ces circonstances pour jauger leur mobilisation exposer leur utilité vis-à-vis de la population. Les conflits et les contradictions entre ces deux acteurs ont influencé les initiatives de soutien vis-à-vis de la population. Par exemple, dans notre association Aït Maten, active depuis 2013 par des jeunes universitaires, a réalisé plusieurs objectifs mais qui restent insuffisants compte tenu du clivage entre ces trois éléments (population-associations-commune).

**Economi**  
 **HEM RESEARCH CENTER**